GK. - 1 - L. 2291/2/V.

Conseil d'Etat
Législation
1
Coordination
Luxembourg

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, le 11 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales", a donné en sa séance du 29 août 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 11e Augustus 1951 door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende inrichting van de vormingscentra voor familiale helpsters", heeft ter zitting van 29 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Il y a lieu de viser l'article 67 de la Constitution et d'omettre la mention de la loi budgétaire du 31 mars 1951 au préambule.

L'article 2, 2°, du projet prescrit, parmi les conditions d'agréation des institutions organisant des cycles de formation d'aides familiales, que ces institutions n'admettent que des participantes âgées de 18 ans au moins au 31 décembre qui suit la date de leur admission, et qui jouissent d'une bonne santé et possèdent les aptitudes physiques requises pour exercer avec fruit la profession d'aide familiale.

D'autre part, l'article 5 dispose que dans le nombre des participantes entrant en ligne de compte pour le calcul des subsides, ne sont pas comprises "les participantes libres ne satisfaisant pas aux conditions prévues à l'article 2, 2°...".

Il existe ainsi entre ces deux dispositions une antinomie. Il résulte des explications données par les fonctionnaires compétents que l'intention du Gouvernement n'est pas d'exclure les participantes qui ne satisfont pas aux conditions d'âge ou de santé prévues à l'article 2, 2°, mais de ne pas en tenir compte pour l'octroi des subsides.

Il serait dès lors préférable, en vue de faire disparaître cette antinomie, de placer la disposition de l'article 2, 2°, à l'article 5.

\+

\+ \+

.../...

La rédaction de l'article 3 du projet ne semble pas correspondre aux intentions du Gouvernement telles que celles-ci furent exposées par les fonctionnaires délégués.

La décision du Ministre, d'une part, devrait être motivée non seulement pour le refus mais aussi pour le retrait d'agréation; d'autre part, il importe de signifier à l'institution tant la décision accordant ou refusant l'agréation que celle retirant celle-ci.

\+

\+ +

Le texte ci-après tient compte des remarques qui précèdent; il contient, de plus, un certain nombre de modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

Arrêté royal relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 1er mars 1949 organisant l'agréation des services d'aide aux familles et l'octroi de subventions à ces services;

.../...

Considérant qu'il importe de préciser les conditions auxquelles doivent satisfaire les aides familiales attachées à un service d'aide aux familles et d'encourager l'organisation et le fonctionnement des cycles de formation d'aides familiales par l'octroi de subventions;

Vu l'accord du Comité du budget, donné le 13 juin 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille peut, dans les limites de la loi budgétaire et conformément au présent arrêté, accorder des subventions aux institutions organisant des cycles de formation d'aides familiales.

Article 2.-

Pour être agréées par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, ces institutions doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° être constituées en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 ou sous toute autre forme légale exclusive de la poursuite d'un gain matériel;

.../...

2° organiser un cycle de formation d'une durée minimum de 200 heures sur les matières suivantes :

a) formation professionnelle et sociale ... 30 heures (déontologie, institutions sociales, éléments de droit familial) ;

b) éducation et pédagogie appliquée ..... 20 heures

c) hygiène et premiers soins - puériculture ..... 30 heures

d) formation ménagère .....120 heures (cuisine, nettoyage, lessivage, repassage et raccommodage) ;

3° organiser un stage d'une durée minimum de 6 mois dans un service d'aide aux familles, comportant au moins 360 heures de prestations dans différentes familles;

4° disposer d'un personnel qualifié tant par ses diplômes que par son expérience.

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille détermine les matières qui doivent être enseignées par des spécialistes diplômés et les diplômes qui peuvent être pris en considération à cet effet;

5° se conformer aux dispositions de l'article 6, 7°, de l'arrêté royal du 10 juillet 1933 organique de l'enseignement technique industriel, commercial, professionnel et ménager, relatif à l'emploi des langues dans cet enseignement;

6° se soumettre au contrôle organisé par le Ministre de la Santé publique et de la Famille.

Ce contrôle porte sur l'accomplissement des conditions prévues ci-dessus, et sur la valeur

.../...

pédagogique et l'organisation matérielle des cycles de formation.

L'institution porte à la connaissance du Ministre de la Santé publique et de la Famille, par écrit et au moins un mois à l'avance, la date du début de chaque cycle et fournit dans les délais fixés les renseignements complémentaires demandés.

Article 3.-

L'agréation est accordée ou refusée par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, sur rapport de ses services d'inspection. En cas d'agréation, le Ministre fixe la date à laquelle elle prend cours.

L'agréation peut être retirée si les conditions prévues au présent arrêté cessent d'être réunies. En cas de refus ou de retrait d'agréation, la décision du Ministre est motivée.

Les décisions d'agréation, de refus ou de retrait d'agréation sont notifiées à l'institution.

Une nouvelle demande peut être introduite par l'institution à laquelle l'agréation a été refusée ou retirée, lorsqu'elle remplit les conditions dont l'absence a motivé le refus.

Article 4.-

Il est alloué aux institutions agréées une subvention de 130 francs par heure de cours ou de conférence. Le total des heures donnant lieu à subsides ne peut dépasser 400 heures. Les heures dépassant le minimum de 200 seront consacrées à raison de deux cinquièmes

.../...

à la formation générale et de trois cinquièmes à la formation professionnelle. Lorsque les cycles de formation sont organisés en internat, il est alloué une subvention supplémentaire de 10 francs par élève et par jour.

Article 5.-

Les subventions prévues à l'article 4 ne sont accordées que pour autant que les participantes au cycle de formation et celles qui se présentent à l'épreuve de capacité soient au moins 12 et ne dépassent pas 23.

Dans ces nombres ne peuvent être comprises les participantes qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans au plus tard le 31 décembre qui suit la date de leur entrée à l'institution, celles qui n'ont pu présenter lors de leur entrée un certificat attestant qu'elles jouissent d'une bonne santé et possèdent les aptitudes physiques requises pour exercer avec fruit la profession d'aide familiale, ou celles qui ne suivent pas le cycle complet de formation.

Article 6.-

Les subventions sont liquidées par deux fractions, la première à la clôture du cycle et le solde, suivant décompte, après l'épreuve de capacité.

Article 7.-

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille peut réduire le montant des subventions prévues à l'article 4 lorsque les nécessités budgétaires imposent une telle réduction.

.../...

Article 8.-

Sur production des documents énumérés ci-après, le Ministre de la Santé publique et de la Famille, ou le fonctionnaire délégué par lui, délivre aux personnes qui ont suivi le cycle de formation prévu au présent arrêté une attestation leur permettant d'être attachées à un service agréé d'aide aux familles, conformément à l'article 3, 1° et 2°, de l'arrêté du Régent du 1er mars 1949 :

1° un certificat émanant de l'institution qui a organisé les cycles de formation familiale et établissant que la participante a suivi avec fruit au moins 200 heures de formation portant sur les matières énumérées à l'article 2, 2°;

2° un carnet de stage où sont consignées, sous la responsabilité du dirigeant du service d'aide aux familles :
   a) la date du début et de la fin du stage;
   b) l'indication, au jour le jour, des prestations effectuées dans les différentes familles.

   Le carnet de stage est visé par le directeur de l'institution où l'intéressée a suivi le cycle de formation;

3° un extrait d'acte de naissance, d'où il résulte que l'intéressée a atteint l'âge de 18 ans au plus tard le 31 décembre qui suit la date de son entrée à l'institution.

Article 9.-

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille, ou le fonctionnaire délégué par lui, peut,

.../...

sur production de documents probants, délivrer l'attestation visée à l'article 8 aux personnes qui, antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté, ont suivi le cycle de formation et accompli le stage organisé par une institution ultérieurement agréée en exécution de l'article 3.

Article 10.-

Des inspecteurs délégués par le Ministre de la Santé publique et de la Famille surveillent l'exécution du présent arrêté. Ces fonctionnaires ont accès aux locaux où sont organisés les cycles de formation. Ils se font communiquer tous renseignements et toutes pièces nécessaires à l'exécution de leur mission.

Tout obstacle mis à l'exercice de cette surveillance peut entraîner la suppression des subventions prévues à l'article 4.

Article 11.-

En cas d'irrégularité dûment constatée, le Ministre de la Santé publique et de la Famille peut suspendre, pour une période qu'il détermine, le bénéfice des subventions.

Article 12.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er janvier 1951.

Article 13.-

Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

In plaats van in de inleiding de begrotingswet van 31 Maart 1951 te vermelden, verwijze men er naar artikel 67 van de Grondwet.

Onder de voorwaarden tot aanneming van de instellingen welke opleidingscyclussen voor familiale helpsters inrichten, bepaalt artikel 2, 2°, van het ontwerp dat die instellingen slechts deelneemsters mogen toelaten die op 31 December volgend op de datum van hun toelating ten minste 18 jaar oud zijn, een goede gezondheid genieten en de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten om het beroep van familiale helpster met goed gevolg uit te oefenen.

Anderzijds bepaalt artikel 5 dat "de vrije deelneemsters die niet voldoen aan de voorwaarden bij artikel 2, 2°, gesteld ..." niet begrepen zijn in het getal deelneemsters dat in aanmerking komt voor het berekenen van de toelagen.

Die twee bepalingen zijn strijdig met elkaar. Volgens de uitleg die de bevoegde ambtenaren hebben verstrekt, ligt het niet in de bedoeling der Regering de deelneemsters, die aan de in artikel 2, 2°, genoemde voorwaarden inzake leeftijd of gezondheid niet voldoen, uit te sluiten, maar wel met hen geen rekening te houden voor het verlenen van de toelagen.

Ten einde die tegenstrijdigheid te doen verdwijnen, zou het dan ook verkieslijk zijn het bepaalde in artikel 2, 2°, onder artikel 5 te brengen.

\+

\+ \+

.../...

De redactie van artikel 3 van het ontwerp schijnt niet te beantwoorden aan de bedoelingen der Regering, zoals die door de gemachtigde ambtenaren werden uiteengezet.

Enerzijds dient de beslissing van de Minister niet enkel bij weigering, maar ook bij intrekking van de aanneming met redenen te zijn omkleed; anderzijds dient aan de instelling zowel van de beslissing tot toekenning of weigering van de aanneming, als van die tot intrekking er van, kennis te worden gegeven.

\+

\+ \+

In de onderstaande tekst wordt met voorgaande opmerkingen rekening gehouden; voorts komt er een aantal vormwijzigingen in voor die geen commentaar behoeven.

\+

\+ \+

Koninklijk besluit betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor familiale helpsters.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 1 Maart 1949 houdende aanneming van diensten voor gezinshulp en toewijzing van toelagen aan deze diensten;

Overwegende dat het past de voorwaarden, waaraan de aan een dienst voor gezinshulp verbonden familiale helpsters moeten voldoen, nader te bepalen, en de inrichting en de werking van de cyclussen tot opleiding van familiale helpsters door het toekennen van toelagen in de hand te werken;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven de 13e Juni 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin kan, binnen de perken der begrotingswet en overeenkomstig dit besluit, toelagen toekennen aan de instellingen die opleidingscyclussen voor familiale helpsters inrichten.

Artikel 2.-

Om door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin te worden aangenomen, moeten die instellingen aan de volgende vereisten voldoen :

.../...

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerken overeenkomstig de wet van 27 Juni 1921 of onder enige andere wettelijke vorm die elk materieel winstbejag uitsluit;

2° een opleidingscyclus van ten minste 200 uren inrichten over de volgende onderwerpen :

a) sociale en beroepsopleiding ..... 30 uren (plichtenleer, sociale instellingen, begrippen over familiaal recht);
b) opvoeding en toegepaste pedagogie ... 20 uren;
c) gezondheidsleer en eerste zorgen, kinderzorg ..... 30 uren;
d) huishoudelijke opleiding ..... 120 uren (keuken, reinigen, wassen, strijken en verstellen);

3° een proeftijd van ten minste 6 maanden in een dienst voor gezinshulp inrichten, die ten minste 360 uren prestaties in verschillende gezinnen omvat;

4° beschikken over personeel waarvan de bekwaamheid zowel uit zijn diploma's als uit zijn ondervinding blijkt;

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin bepaalt de onderwerpen die door gediplomeerde specialisten moeten onderwezen worden, alsmede de diploma's die daartoe in aanmerking mogen genomen worden;

5° zich schikken naar de bepalingen van artikel 6, 7° van het koninklijk besluit van 10 Juli 1933 tot regeling van het technisch nijverheids-, handels-, vak-, en huishoudonderwijs, met betrekking tot het gebruik der talen in dit onderwijs;

.../...

6° zich onderwerpen aan de contrôle door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin ingericht.

Die contrôle heeft betrekking op de naleving van voornoemde voorwaarden, alsook op de pedagogische waarde en de materiële inrichting van de opleidingscyclussen.

De instelling brengt de aanvangsdatum van elke cyclus ten minste een maand vooraf schriftelijk ter kennis van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin en verstrekt de gevraagde aanvullende inlichtingen binnen de gestelde termijnen.

Artikel 3.-

De aanneming wordt door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, op verslag van zijn inspectiediensten, toegestaan of geweigerd. In geval van aanneming, bepaalt de Minister de datum waarop zij ingaat.

De aanneming kan worden ingetrokken wanneer aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden niet meer wordt voldaan. Ingeval de aanneming geweigerd of ingetrokken wordt, is de beslissing van de Minister met redenen omkleed.

Van de beslissingen tot aanneming, tot weigering of intrekking van de aanneming wordt aan de instelling kennis gegeven.

Een nieuwe aanvraag kan door de instelling waaraan de aanneming geweigerd of waarvoor ze ingetrokken werd, ingediend worden wanneer ze voldoet aan de voorwaarden waarvan de niet-naleving de reden van de weigering was.

.../...

Artikel 4.-

Aan de aangenomen instellingen wordt een toelage van 130 frank per uur les of voordracht toegekend. Het totaal der uren dat voor toelagen in aanmerking komt, mag niet meer dan 400 bedragen. De uren die het minimum van 200 overschrijden, worden voor twee vijfde aan algemene vorming en voor drie vijfde aan beroepsvorming gewijd. Wanneer de opleidingscyclussen in internaat worden ingericht, wordt een bijkomende toelage van 10 frank per leerling en per dag toegekend.

Artikel 5.-

De toelagen in artikel 4 bedoeld, worden slechts toegekend voor zover het getal der deelneemsters aan de opleidingscyclus en van degenen die zich voor het bekwaamheidsexamen melden ten minste 12 en niet meer dan 23 bedraagt.

In die getallen mogen niet bevat zijn: de deelneemsters die uiterlijk 31 December na hun intrede in de instelling geen 18 jaar zijn geworden, degene die bij hun intrede geen getuigschrift hebben kunnen voorleggen waaruit blijkt dat zij een goede gezondheid genieten en de vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten om het beroep van familiale helpster met goed gevolg uit te oefenen, of degene die niet de volledige opleidingscyclus volgen.

Artikel 6.-

De toelagen worden vereffend bij twee fracties, de eerste bij het besluiten van de cyclus en het overschot, na afrekening , na het bekwaamheidsexamen.

.../...

Artikel 7.-

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin kan het bedrag der in artikel 4 genoemde toelagen verminderen wanneer de vereisten van de begroting zulk een vermindering opleggen.

Artikel 8.-

Op overlegging van de hierna genoemde documenten, verleent de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, of de door hem gemachtigde ambtenaar, aan de personen die de in dit besluit genoemde opleidingscyclus gevolgd hebben, een attest dat het hun mogelijk maakt, overeenkomstig artikel 3, 1° en 2°, van het besluit van de Regent van 1 Maart 1949, te worden verbonden aan een aangenomen dienst voor gezinshulp :

1° een getuigschrift van de instelling die cyclussen voor familiale opleiding heeft ingericht en waaruit blijkt dat de deelneemster met goed gevolg ten minste 200 uren opleiding heeft gekregen over de stof vermeld in artikel 2, 2°;

2° een stageboekje waarin, onder de verantwoordelijkheid van het hoofd van de dienst voor gezinshulp, zijn aangetekend :

a) de datum van het begin en het einde van de proeftijd;

b) de aanduiding, dag na dag, van de prestaties in de verschillende gezinnen.

Het stageboekje wordt geviseerd door de directeur van de instelling waar de betrokkene de opleidingscyclus heeft gevolgd;

.../...

3° een uittreksel uit de geboorteakte waaruit blijkt dat de betrokkene uiterlijk 31 December na haar intrede in de instelling 18 jaar is geworden.

Artikel 9.-

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin of de door hem gemachtigde ambtenaar kan, op overlegging van bewijskrachtige stukken, het in artikel 8 bedoeld attest verlenen aan personen die, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, een opleidingscyclus gevolgd hebben en een proeftijd, ingericht door een instelling die naderhand ter uitvoering van artikel 3 wordt aangenomen, hebben doorgemaakt.

Artikel 10.-

Inspecteurs die door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin gemachtigd zijn, oefenen toezicht uit over de uitvoering van dit besluit. Die ambtenaren hebben toegang tot de lokalen waar de opleidingscyclussen zijn ingericht. Zij doen zich alle inlichtingen verstrekken en alle stukken voorleggen die voor het vervullen van hun taak nodig zijn.

Elk verzet tegen de uitoefening van dat toezicht kan de opheffing van de in artikel 4 genoemde toelagen tot gevolg hebben.

Artikel 11.-

Bij behoorlijk vastgestelde onregelmatigheid,

.../...

kan de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin voor een door hem bepaalde periode de toekenning der toelagen schorsen.

Artikel 12.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1951.

Artikel 13.-

Onze Minister van Volksgezondheid en van Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONING :

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	A. VRANCKX,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	P. ANSIAUX, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. COOLEN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) A. VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Santé publique et de la Famille.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Volksgezondheid en van het Gezin.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.